



## SESSION D'ATELIER

**Titre de la session:** Des partenariats innovants pour la co-construction d'écosystèmes de l'ESS dans les territoires

**Date/Durée:** le 8 octobre 2021, de 11h00 à 12h30 UTC

**Format de la session/langue:** Session d'atelier en français

### Objectifs et description de la session:

#### Contexte

L'un des principes fondamentaux de l'économie sociale et solidaire est l'intercoopération : au XXI<sup>e</sup> siècle, sa pratique devient essentielle, car nous devons articuler les efforts individuels contribuant à la cohésion sociale et à la préservation des ressources naturelles afin de renforcer notre action collective. En ce sens, il est nécessaire de générer de vastes réseaux d'intercoopération entre les institutions publiques et privées, les entreprises non coopératives, les coopératives, les organisations de la société civile, les mouvements et les collectifs afin de transformer notre réalité actuelle.

Ces dernières années, dans différents pays du monde, on a assisté à une évolution remarquable de l'action locale des différents secteurs qui promeuvent l'économie sociale et solidaire ; les entreprises sociales, les gouvernements, les associations et les organisations de la société civile ont montré que face aux enjeux mondiaux, leur impact au sein des territoires est positif. C'est donc à partir du niveau local qu'il est possible de répondre aux différents défis mondiaux qui touchent toutes les sociétés.

En ce sens, l'internationalisation de l'économie sociale et solidaire est devenue un élément central dans l'échange d'expériences et l'amélioration des stratégies pour mener à bien des actions conjointes qui finissent par se consolider en programmes qui apportent des valeurs et des solutions articulées au-delà d'un simple champ d'action géographique ou territorial. Dans le cadre de ces processus, les différentes formes d'interaction avec d'autres entités constituent une palette variée permettant de s'adapter à tous les besoins. La prise en compte de la dimension internationale contribue à la création d'espaces d'interaction, en favorisant la complémentarité des capacités, la coopération et les synergies, en facilitant la compréhension

des phénomènes et tendances au niveau mondial, et en contribuant à partir d'une vision locale à la résolution de problèmes mondiaux.

Les crises révèlent les faiblesses structurelles propres aux sociétés, comme c'est le cas de la pandémie causée par le COVID-19, qui a entraîné une forte contraction de l'économie mondiale ; rien qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, on a enregistré une récession de 5,3 %, et le fossé des inégalités sociales s'est creusé, accroissant de plus de 22 millions le nombre de personnes vivant dans la pauvreté.

Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire de créer des partenariats solides aux niveaux local, régional et international pour favoriser une inter-coopération dont le but est de veiller à ce que les mécanismes de reprise après la pandémie soient renforcés et que, de cette façon, nous puissions mieux reconstruire notre société pour atteindre le bien-être collectif.

### Objectifs

1. Reconnaître l'importance de développer des alliances au niveau mondial afin de promouvoir l'économie sociale et solidaire
2. Proposer des initiatives pour la création et la préservation d'alliances locales et internationales entre les différents acteurs de la société pour la réalisation d'objectifs communs.
3. Promouvoir les réseaux d'inter-coopération comme stratégies viables pour une sortie durable des crises.
4. Rendre visibles différentes organisations, gouvernements, syndicats, entreprises, universités, instituts, sociétés, collectifs afin de générer des alliances coordonnées pour un travail collaboratif.

### Question principale

Quelles actions ou stratégies les individus, gouvernements, groupes, sociétés et pays devraient-ils adopter pour parvenir à un monde meilleur et plus inclusif ? Quelles sont les actions clés à promouvoir au niveau local ?

### Modérateur et intervenants :

- **Modératrice:** Kevin Ossah, Directeur exécutif, Organisation des Jeunes Engagés pour le Développement Durable (OJEDD)
- **Intervenant(e)s :**

Nom et bio de l'intervenant(e)	Description de la présentation
<p><b><u>M. Ben Amar Zeghadi</u></b> Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS) Mayotte Délégué national, ESS France Outre-mer</p> <p>Au cours des 20 dernières années, Ben Amar ZEGHADI a acquis une</p>	<p><b>Hub de l'ESS : impact local pour une initiative mondiale</b></p> <p>La 1ère participation de la CRESS de Mayotte au GSEF 2018 à Bilbao lui a permis de s'ancrer définitivement dans le paysage international de l'ESS, notamment auprès de la communauté européenne ESER (European Social Economy Regions). Porté par la Commission européenne,</p>

expérience significative dans la conduite de projets à forts enjeux sociétaux en concevant et pilotant des actions et programmes inscrits dans l'économie sociale et solidaire en France et à l'étranger (Sénégal, Algérie, Espagne, Palestine, etc.) sur des sujets aussi divers que la protection de l'enfance, l'asile politique, la réinsertion sociale ou la question sanitaire.

Dirigeant pendant plusieurs années de la plus grosse association de lutte contre l'exclusion à Mayotte (Tama - Groupe SOS), il co-fonde la CRESS de Mayotte en 2014 et en prend le poste de délégué général en 2016.

ESS France lui confie en juin 2020 une Délégation Nationale aux Outre-mer. Cette dernière assure une mission d'appui et d'animation des CRESS ultramarines. Elle représente également l'ESS en Outre-mer au sein des instances et réseaux de l'ESS et auprès des pouvoirs publics territoriaux, nationaux, européens et internationaux.

Dans le cadre de sa fonction de Délégué national, Ben Amar ZEGHADI apporte aux territoires de la France des mers dans les trois océans, son expertise en matière de politiques publiques, de gouvernance, de leadership et de gestion des entreprises de l'ESS.

ESER regroupe 26 pays et 88 régions où la CRESS de Mayotte y représente le 101ème département français. La participation active de la CRESS au sein de ESER depuis fin 2018, lui a permis de faire naître en 2020 le 1er « Cluster ESS » entre Mayotte (RUP française), Aruba (PTOM néerlandais) et le Groenland (PTOM danois). Ce projet expérimental de coopération inter-régionale a pour but de connecter les initiatives mahoraises en matière d'ESS avec d'autres territoires ultramarins européens par la capitalisation de connaissances, le partage de bonnes pratiques et des actions de matchmaking entre entreprises de l'ESS des trois territoires, de façon concrète et dans un rapport équilibré win-win. Plusieurs webinaires ont été organisés par le Cluster depuis 2020. A titre d'exemple, « Covid-19 : une opportunité pour transformer l'Europe des mers » s'est tenu le 4/11/2020 et a réuni 59 participant.e.s, dont 45 acteurs et réseaux de l'ESS à travers 15 pays et îles du monde. Forte de ces résultats et dans une volonté d'essaimage, la CRESS travaille actuellement sur un projet similaire de « Cluster ESS océan Indien », son bassin géographique. Cette initiative de coopération régionale débutera le 1/07/2021 et réunira Mayotte, la Tanzanie, le Kenya, l'Union des Comores et le Mozambique. La CRESS recherche dans ces dynamiques de l'ailleurs à créer des communautés de l'ESS pour développer l'impact local, promouvoir un modèle - celui des transitions - permettant aux entreprises de l'ESS de créer collectivement synergies, valeur ajoutée et emploi local. Ces hubs visent le renforcement des écosystèmes de l'ESS dans une logique de développement endogène et d'harmonisation entre régions, rétablissant ainsi équité et dignité.

**Mme Maud Caruhel**

**Vice-présidente à l'économie sociale et solidaire, Région Nouvelle-Aquitaine (France)**

**Convention de coopérations quadripartite**

Créatrice d'emplois durables, locaux et non délocalisables, d'innovation sociale et sociétale au plus près des besoins des habitants, de dynamiques collectives, mais également en luttant contre l'exclusion et les inégalités, et en s'engageant dans la transition écologique, l'Économie sociale et solidaire (ESS) est douée d'une formidable capacité de résilience et de résistance aux chocs que vit notre société. Elle est au cœur du développement socio-économique des territoires et des valeurs



	<p>portées par NEOTERRA (politique régionale de transition écologique et environnementale). L'ESS rassemble une grande diversité d'initiatives économiques qui souhaitent produire, consommer, employer, épargner ou décider autrement dans un cercle respectueux des personnes, de l'environnement et des territoires. Dans la continuité des travaux menés avec le Département de la Gironde (convention en 2018), la Région Nouvelle-Aquitaine, le Département de la Gironde, Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux s'engagent dans le cadre d'une convention quadripartite à agir de façon concertée et complémentaire au développement de l'ESS sur le territoire de la métropole Bordelaise, selon 6 axes stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Appui à l'écosystème de l'accompagnement et du financement</li> <li>▪ Soutien direct aux structures de l'ESS</li> <li>▪ Accès au foncier</li> <li>▪ Accompagnement aux dynamiques collectives</li> <li>▪ Développement des achats socialement responsables</li> <li>▪ Animation de la dynamique et sensibilisation à l'ESS</li> </ul> <p>Le partenariat doit faciliter les échanges d'informations et le suivi des initiatives locales et des projets soutenus pour s'assurer de la cohérence des interventions publiques et de leur complémentarité le cas échéant. La gouvernance et la transversalité indispensables à la réussite de cette action commune seront assurés par la tenue d'un comité de pilotage et d'un comité de suivi qui devront également évaluer les réalisations mises en œuvre en matière d'économie sociale et solidaire dans le cadre de ce partenariat.</p>
<p><b>M. Rodéric Egal</b> Délégué général, iesMed</p> <p>Recruté pour son premier poste comme « dircom » de la MAIF, au moment où l'économie sociale commence tout juste à réémerger en France, Rodéric Egal prend 6 ans plus tard la direction de sa filiale</p>	<p><b>L'Économie Sociale et Solidaire, expression de lutte contre les inégalités socioéconomiques et de développement local dans les pays du Sud : cas de la Côte d'Ivoire</b></p> <p>La Méditerranée n'est pas une région comme les autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Elle marque la frontière sud du continent européen, mais aussi d'une partie de sa</li> </ul>

espagnole à Barcelone. Après 15 ans de mutualisme, il goûte à l'associatif, à la RSE, à l'immobilier social et aux finances coopératives et solidaires (Crédit Coopératif). C'est en 2011 qu'il lance avec d'autres coopérateurs iesMed, Innovation et Economie sociale en Méditerranée, plate-forme multi-acteurs d'expertise ESS destinée à promouvoir, après les « printemps arabes », le développement d'une économie de la citoyenneté et de l'inclusion en Méditerranée. Organisatrice de MedESS 2013 en Tunisie, iesMed, membre du GECES depuis 2018, met aujourd'hui en place dans le même pays DarESS, hub national ESS-pilote, et lance la dynamique MedEBS autour de l'économie bleue solidaire. RE préside également le Cercle Méditerranée-Moyen Orient des Sciences Po Alumni.

frontière orientale.

- Elle est le berceau de nombreuses civilisations, cultures et religions de la planète. C'est donc un espace d'échange, de convergence et de confrontation depuis des millénaires.
- Elle constitue une zone géostratégique prioritaire, que ce soit dans une perspective sécuritaire ou commerciale. Mais son statut de frontière entre 3 continents est en pratique un obstacle à la construction de véritables réseaux méditerranéens, privilégiant généralement la base continentale (européenne, africaine ou moyen-orientale).

Pour toutes ces raisons, la région méditerranéenne est perçue à la fois comme une opportunité et un danger. De notre point de vue, c'est un laboratoire privilégié pour développer une économie de Coopération, d'Émancipation, de Dignité et de Paix : nous parlons bien sûr de l'économie sociale et solidaire. Le développement de l'ESS en Méditerranée dans les années à venir devrait s'appuyer sur 5 piliers stratégiques de ce que pourrait être un Plan d'action pour l'économie sociale méditerranéenne, extrapolé à tout moment aux autres sous-continentes : 1- OBSERVATION. 2- ÉDUCATION. 3- SOUTIEN DES PROJETS. 4- LA CRÉATION DE CHAÎNES DE VALEURS MÉDITERRANÉENNES (ET SENS). 5- LE FINANCEMENT DES PROJETS.

**Mme Johanne Lavoie**

**Commissaire à l'économie sociale,  
Ville de Montréal, Québec, Canada**

**Dynamiques de collaboration entre les autorités publiques et l'économie sociale pour le développement des communautés**

La Ville de Montréal se soucie du développement de la métropole dans les domaines culturel, social, environnemental et économique. En matière économique, elle soutient depuis longtemps tout un écosystème d'organismes d'accompagnement des entreprises du secteur privé et de l'économie sociale. Avec l'apparition de la pandémie, à l'hiver 2020, la Ville de Montréal a été sollicitée sur de nombreux fronts. Plusieurs mesures de soutien économique ont été mises en place. Mais une action supplémentaire a été entreprise par les fonctionnaires. Un groupe de travail ad hoc



composé de têtes de réseaux de l'économie sociale montréalaise a été créé et depuis avril 2020 il se réunit deux fois par mois. Ce groupe a permis d'établir une meilleure communication entre l'administration municipale et le milieu de l'économie sociale. Reposant sur une dynamique informelle - ce n'est pas un lieu de représentation politique - plusieurs observations issues du terrain ont servi de base à l'élaboration de mesures d'aide aux entreprises d'économie sociale. De plus, en contexte d'incertitude causé par la pandémie, le groupe est devenu une plateforme d'échange d'information cruciale entre les participants. Ces nouvelles dynamiques de travail sont fondamentales au développement de solutions qui contribuent à la transition vers un modèle économique et social plus respectueux de l'humain et de l'environnement en mettant en place de nouvelles façons de gérer et d'aménager la ville, de consommer, de produire et de vivre ensemble. La Ville de Montréal et La TOHU, une entreprise d'économie sociale, ont collaboré depuis plus de 20 ans à répondre de manière innovante à un enjeu environnemental important en plein cœur de la ville. Ce cas démontre bien comment les dynamiques de collaboration avec le milieu peuvent contribuer positivement au développement de la cité.